



## Evo Morales:

# « La Bolivie ne pourra pas aider la Grèce »

De passage à Bruxelles pour un sommet entre l'Union européenne et les Etats latino-américains, le président socialiste nous a livré, en exclusivité, ses opinions sur la Grèce, un possible accord de libre-échange entre l'Europe et l'Amérique du Sud et le travail des enfants en Bolivie. PAR CANDICE VANHECKE



Marina Valero

avec une poignée de résidents boliviens en Belgique, à la Vrije Universiteit Brussel (VUB). Des gaillards qui espèrent entrer dans la Ligue flamande de football amateur, avec le Bolivian Roots FC. «*Si je suis ici, c'est pour les soutenir*», a déclaré Evo Morales. *J'espère qu'ils vont intégrer la Ligue, car ils le méritent.* » Pour ça, Président, mieux aurait valu éviter de leur mettre

la raclée de l'année, avec un 14-0 bien senti, dont 5 buts inscrits par l'hôte de luxe de la VUB. Qu'importe. L'intérêt de la rencontre ne tenait évidemment pas à la victoire, et on a rarement vu une équipe de perdants quitter le terrain avec un tel sourire.

## HARO SUR LE FMI

Quelques heures plus tard, nous retrouvons Evo Morales dans son hôtel à Bruxelles, pour parler «Grèce», «partenariat commercial» et «travail des enfants». Son avis sur le bras de fer qui oppose actuellement Athènes et la Troïka<sup>(1)</sup> au sujet de la dette hellénique nous intéresse particulièrement. En effet, par le passé, la Bolivie fut, elle aussi, soumise aux diktats du FMI pour obtenir de nouveaux prêts, avant de s'en affranchir et de redresser son

**O**n a beau être président de la République, ça n'empêche pas de tâter du ballon rond avec ses compatriotes. Que ce soit en première division bolivienne, au sein du club Boys Warnes (avec lequel Evo Morales a signé en 2014 pour une participation occasionnelle), ou à l'étranger, comme lors de sa venue mardi à Bruxelles, à la veille du sommet entre l'Union européenne et la Communauté des Etats latino-américains et des Caraïbes (Celac). C'est donc en toute simplicité qu'El Senior Presidente a échangé quelques passes

---

**« Un accord de libre-échange avec l'Union européenne, c'est se rendre complice d'une politique inhumaine »**

---



Mitel Erono

économie. Des conseils au Premier ministre Alexis Tsipras pour la poursuite des négociations, Monsieur le Président? «*Qui sommes-nous pour dire aux Grecs ce qu'ils doivent faire!*, s'exclame Evo Morales. *Je peux toutefois affirmer que, depuis que mon pays a cessé de suivre les injonctions du FMI et des Etats-Unis, il s'en porte beaucoup mieux. Nous ne tolérons plus le chantage des organismes internationaux et définissons désormais notre propre politique économique. Grâce à cela, nous sommes parvenus à développer notre économie, ce que plus personne ne conteste aujourd'hui.*»

Justement. Avec un taux de croissance de près de 5% en 2015 et un budget en excédent, la Bolivie pourrait-elle venir au secours de la Grèce, si celle-ci sortait de la zone

## AVANT SON MATCH

à la VUB, Evo Morales s'est prêté à une séance photo avec quelques compatriotes résidant en Belgique.

euro et se trouvait dans l'incapacité d'encre se financer? Après tout, voilà le genre de geste de solidarité auquel on pourrait s'attendre, entre gouvernements socialistes... «*Nous aimerions. Vraiment! Mais, si la Bolivie n'est plus un "Etat mendiant" et que nos recettes ont fortement progressé au cours de la dernière décennie, nous ne sommes pas encore en mesure d'aider d'autres pays. Nous devons d'abord continuer à investir dans notre propre économie.*»

## TRAVAIL DES ENFANTS

Les exportations, parlons-en. Le sommet entre la Celac et l'Union européenne de cette semaine portait également sur le projet d'accord de

libre-échange entre le Vieux Continent et le Mercosur<sup>(2)</sup>. «*La Bolivie défend des accords commerciaux basés sur le principe de solidarité, et non sur la compétitivité, qui favorise les multinationales au détriment du peuple et des petites entreprises, affirme le président. Si le Mercosur opte pour un accord de ce type, la Bolivie n'en fera pas partie et négociera unilatéralement avec ses partenaires. Autrement, ce serait se rendre complice d'une politique inhumaine, qui ne bénéficie qu'à une minorité.*»

Enfin, après la venue, il y a deux semaines, d'une délégation d'enfants travailleurs latino-américains au Parlement européen, l'occasion nous était donnée de questionner Evo Morales sur le nouveau Code bolivien de l'Enfant et de l'Adolescent, approuvé il y a un an. Ce dernier abaisse l'âge légal pour le travail des enfants à 12 ans, voire 10 ans dans certains cas. Une mesure qui fait hurler bon nombre d'associations occidentales de protection de l'enfance. «*En Europe, la situation est différente. On n'imagine pas que des enfants puissent travailler. En théorie, nous n'acceptons pas non plus le travail des enfants, mais devons bien composer avec la réalité. Il y a, en Bolivie, des orphelins obligés de subvenir à leurs propres besoins. En leur offrant un travail décent, on évite qu'ils tombent dans l'alcool ou la drogue. De plus, ils peuvent ainsi développer une forte conscience sociale. Ce Code de l'Enfant a été élaboré en tenant compte des avis de ces jeunes travailleurs.*» Une façon de les faire sortir de la clandestinité, laquelle rime, le plus souvent, avec exploitation et conditions de vie indignes. Un code du «moindre mal», en somme, dans un pays qui compte encore un cinquième de sa population en situation d'extrême pauvreté. ■

<sup>(1)</sup> Le FMI, la Commission européenne et la Banque centrale européenne

<sup>(2)</sup> Communauté économique qui regroupe plusieurs Etats d'Amérique du Sud